

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle *Perspectives politiques n° 7*

Les effets directs de la crise sur les récupératrice·eur·s de matériaux

Chris Hartmann, Christine Hegel, Owusu Boampong et Erofilu Graspá

Principaux constats

Une enquête réalisée dans neuf villes de huit pays, portant sur un échantillon de 499 récupératrice·eur·s de matériaux, a révélé que :

1. Les revenus journaliers moyens de ces personnes ont connu une baisse spectaculaire et brusque au cours des six premiers mois de 2020, période dans laquelle les coûts liés à leur activité n'ont pas cessé d'augmenter.
2. L'assistance économique, les équipements de protection individuelle (EPI) et l'aide alimentaire ont été distribués de façon limitée et inégale au cours des quatre premiers mois de la pandémie et, dans les villes où les secours ont été organisés, de nombreux obstacles ont entravé l'accès à cette aide.
3. Un grand nombre de récupératrice·eur·s ont fait appel à des coopératives et des réseaux familiaux pour affronter la perte de revenus causée par la crise de la COVID-19.
4. Au fur et à mesure de l'avancement de la pandémie, la plupart des récupératrice·eur·s ont connu une aggravation des risques pour la santé au travail, ce qui a engendré des répercussions pour elles-mêmes, leurs proches et leurs communautés.

Recommandations de politique

1. En collaboration avec les associations de travailleuse·eur·s de l'informel, les gouvernements devraient établir des registres des récupératrice·eur·s de matériaux aux niveaux local et national pour assurer ainsi la distribution ciblée des secours en cas de crise. Un tel soutien de la part des pouvoirs publics et des ONG devrait porter sur l'aide alimentaire, les subventions en espèces et les EPI, ainsi que sur l'élimination d'obstacles pour y accéder, tels que le manque de documentation.

2. Les gouvernements locaux devraient impliquer les organisations de récupérateur·e·s de matériaux afin de les intégrer dans des systèmes formels de gestion au niveau municipal, par le biais de contrats, d'une protection légale et sociale et d'autres mesures d'accompagnement.
 3. Afin de renforcer leur résilience, les récupérateur·e·s doivent être reconnu·e·s en tant que l'une des principales parties prenantes au sein des systèmes émergents de responsabilité élargie des producteurs (REP). Il convient que les politiques de REP s'occupent de la juste rémunération de ce groupe, apportent des financements pour renforcer les capacités de leurs coopératives et imposent des quotas en termes de nombre de contrats pour les associations de travailleuse·eur·s à faible revenu.
-

Contexte

Les restrictions liées à la COVID-19, y compris les confinements complets ou partiels, ont touché près de cinq milliards de personnes dans le monde ([L'Organisation internationale du Travail, 2020](#)). Bien que nécessaires au ralentissement de la COVID-19, ces restrictions ont accentué la vulnérabilité de près de 1,6 milliards de travailleuse·eur·s de l'informel, tels que les récupérateur·e·s de matériaux.

Cette population – que l'on connaît également sous le nom de récupérateur·e·s de l'informel, recolectoras·es ou recicladoras·es (en Colombie), catadoras (au Brésil) et reclaimers (en Afrique du Sud) – est particulièrement vulnérable en raison de la nature même de leur travail : récupérer, trier et vendre des matériaux mis au rebut dans le flux de déchets, et ceci pour de maigres revenus, ne bénéficiant que d'un soutien réduit ou inexistant de la part des autorités publiques.

Afin d'évaluer la façon dont la pandémie répercute sur les revenus des récupérateur·e·s, leur santé au travail et sur le soutien qui leur a été fourni par les entités publiques, nous nous appuyons sur les données de l'Étude sur la crise de la [COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO](#) ; et nous avons interrogé 499 récupérateur·e·s dans neuf villes en Afrique, en Asie et sur le continent américain.

Villes comprises dans l'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO



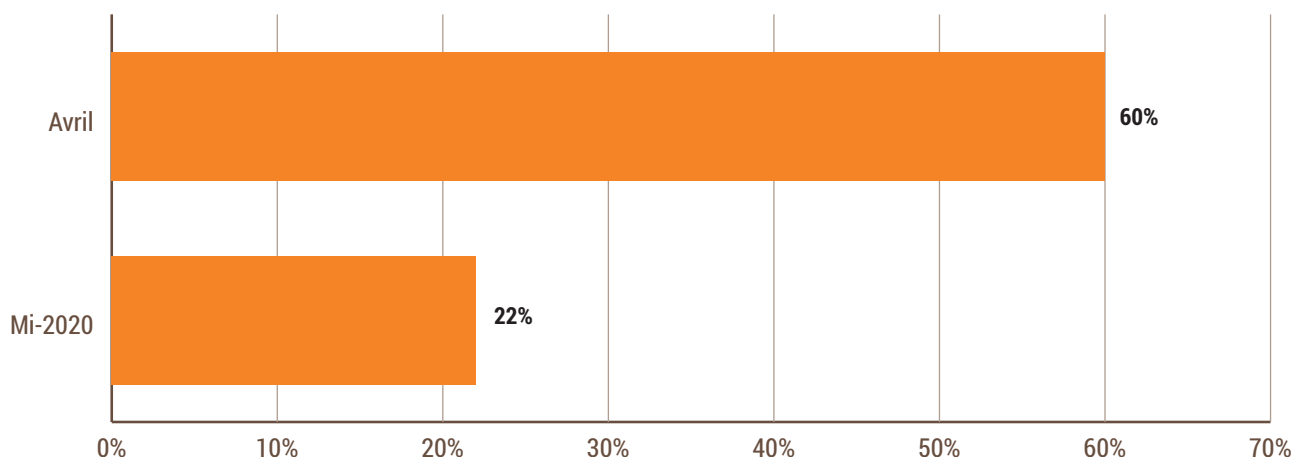
- | | |
|-----------------------------|----------------------------|
| 1- Accra (Ghana) | 7- Durban (Afrique du Sud) |
| 2- Ahmedabad (Inde) | 8- Lima (Pérou) |
| 3- Bangkok (Thaïlande) | 9- Mexico (Mexique) |
| 4- Dakar (Sénégal) | 10- Pleven (Bulgarie) |
| 5- Dar es Salaam (Tanzanie) | 11- New York (États-Unis) |
| 6- Delhi (Inde) | 12- Tiruppur (Inde) |

Les répercussions sur le travail

« Après le confinement, le plus grand problème a été d'avoir accès aux matériaux. La plupart des sites où on récupère les matières recyclables ne nous autorisent plus à collecter. Quand nous essayons d'en ramasser quelque part, la police nous les enlève et nous accuse de les avoir jetées dans la voie publique. » - Récupératrice-eur de l'informel à Durban, en Afrique du Sud

Dans tous les sites à l'étude, six récupératrice-eur-s de matériaux sur dix n'ont pas travaillé en avril, pendant la période point de contraintes à cause des confinements imposés. Les raisons de ceci fréquemment mises en avant étaient : des restrictions gouvernementales quant à la mobilité et au travail (75% des réponses), des préoccupations liées à la santé (40%) et les perturbations dans la collecte de matériaux ou dans l'accès aux sites de tri (37%).

Graphique 1 : Pourcentage de récupérateur·e·s de matériaux sans la possibilité de travailler en avril 2020 et mi-2020



À la mi-2020, près de huit récupérateur·e·s sur dix (78%) avaient repris le travail. Les personnes qui n'avaient pas encore repris à l'époque ont fréquemment cité les préoccupations pour la santé personnelle (50%) et les restrictions quant à la mobilité (46%) comme les raisons de ceci.

Parmi les personnes qui avaient effectivement repris l'activité à la mi-2020, des problèmes liés à l'approvisionnement et à la demande – telle que l'indisponibilité ou l'inaccessibilité des matériaux de récupération pour 72% des personnes interrogées – ont compliqué leurs efforts de redressement. En outre, une majorité (57%) a constaté une diminution dans le nombre d'acheteur·e·s des matériaux récupérés dans sept des neuf villes étudiées ; à l'exception d'Accra et Bangkok.

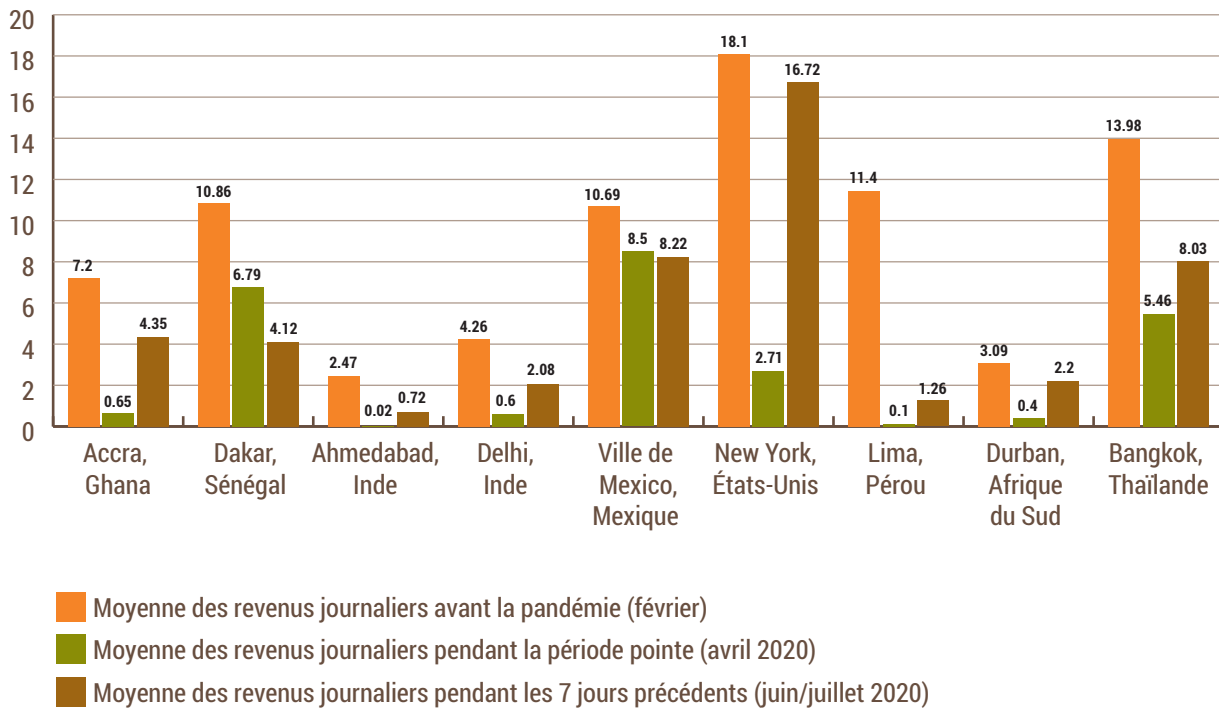
Les répercussions sur le revenu

« Avec la COVID, on peut maintenant travailler toute la semaine et ne gagner que l'équivalent d'une journée de travail. » - Récupérateur·e·ur de l'informel à Accra, Ghana

« C'est très difficile de ne pas avoir assez d'argent pour s'acheter à manger, et de ne pas pouvoir expliquer la situation à nos enfants. » - Récupérateur·e·ur de l'informel à Lima, Pérou

Les participant·e·s de six villes (Accra, Ahmedabad, Delhi, New York, Lima et Bangkok) ont fait état d'une perte moyenne de revenus supérieure à 85% pendant la période point de confinement au mois d'avril 2020 et par rapport aux niveaux enregistrés en février avant la pandémie. Dans cinq d'entre elles, les revenus journaliers moyens sont passés sous la barre de \$1,90 dollars américains pendant la même période.

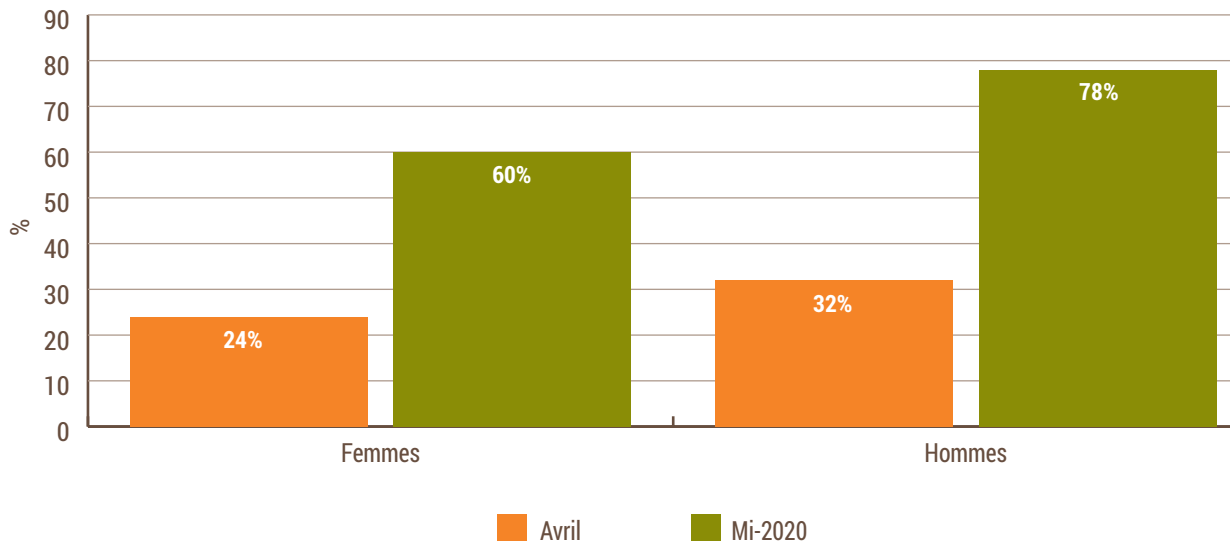
Graphique 2 : Moyenne des revenus journaliers avant la pandémie, pendant la période pointe et après le confinement, par ville (en USD)



Après la levée des confinements, les revenus journaliers moyens n'ont rattrapé les niveaux enregistrés avant la pandémie dans aucune des villes dans l'étude ; et ils se sont détériorés dans beaucoup d'entre elles, notamment à Dakar et Ahmedabad.

« Non seulement nous récupérons moins de déchets, mais les prix [payés pour les matériaux] ont aussi baissé, tout comme nos revenus. Avant, les bouteilles d'eau vides se vendaient environ 32 roupies le kilo, mais elles ne valent plus que la moitié maintenant. »
 - Récupérateur de l'informel à Delhi, en Inde

Graphique 3 : Pourcentage de moyenne des revenus journaliers par rapport à la moyenne des revenus journaliers avant la pandémie, en avril et mi-2020 (%)



Un point important à remarquer est que l'étude a mis en évidence un impact économique différencié en fonction du genre. Pendant les mois après les premières mesures de confinement, la reprise a été plus difficile pour les femmes récupératrices que pour les hommes du même secteur. En particulier, la moyenne des revenus des femmes récupératrices avant la pandémie était inférieure de 30% aux revenus des hommes en mi-2020.

Outre le déclin rapide de revenus des récupérateur·e·s de matériaux, la pandémie a également entraîné une augmentation des coûts liés à leur travail. Un grand nombre ont constaté, par exemple, des frais supplémentaires de transport (37,8%) et d'EPI (39,8%), même si seules 5,5% des personnes ont évoqué une hausse des coûts liés au stockage des matériaux récupérés.

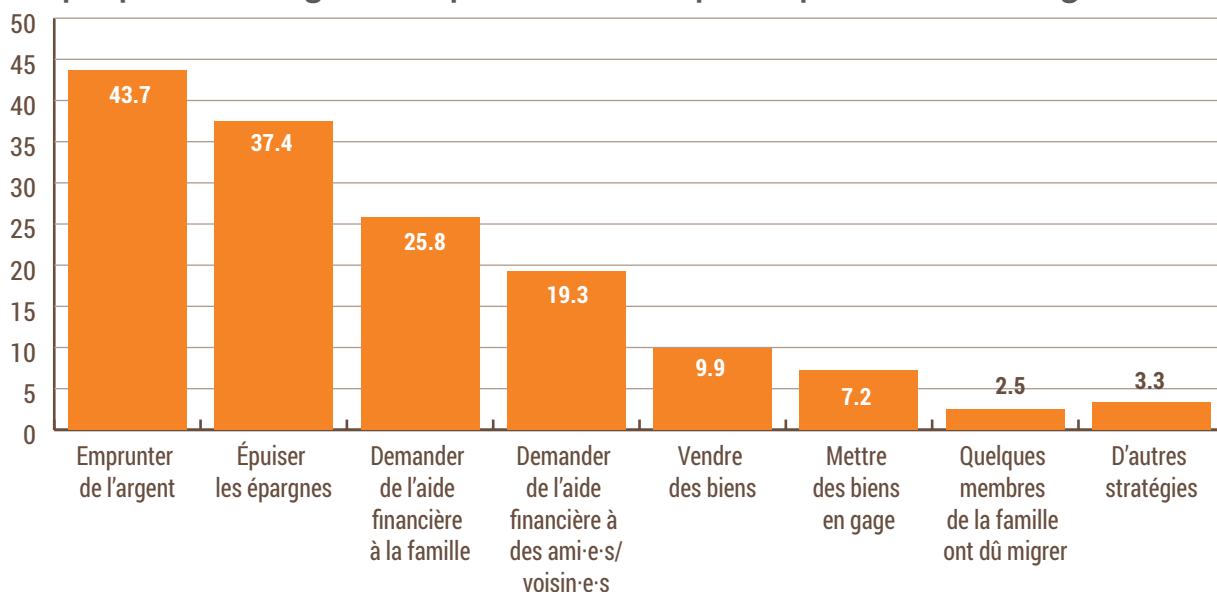
« En tant que récupérateur·e·s, la plus grosse difficulté à laquelle on doit faire face en ce moment, c'est de ne pas avoir accès aux hôtels et aux magasins comme c'était le cas avant le confinement. Ils ne nous autorisent plus à collecter les déchets. Durban Solid Waste [un organisme municipal, N.d.T.] est chargé de les ramasser et les jette au site d'enfouissement. Et le harcèlement policier [a augmenté]. » - Récupérateur·e de l'informel à Durban, en Afrique du Sud

Se confronter à la perte des revenus

« Notre situation économique nous stresse. Nous sommes dans le désespoir parce qu'on ne gagne pas assez pour payer nos factures. » - Récupérateur·e de l'informel à Mexico, au Mexique

Plusieurs mesures pour faire face à la perte de revenus ont été prises. Près de la moitié des récupérateur·e·s a déclaré avoir emprunté de l'argent (43,7%) et plus d'un tiers (37,4%) avoir puisé dans leurs économies pour s'en sortir. De telles stratégies d'adaptation témoignent d'une tendance à l'érosion des actifs et pourraient provoquer des retombées négatives de longue durée sur le bien-être financier des récupérateur·e·s, fragilisant d'autant plus leur capacité future à rebondir. Un grand nombre ont par ailleurs demandé de l'aide financière auprès de leurs familles (25,8%) ou de leurs amis et voisins (19,3%). À l'inverse, très peu ont mis en gage ou vendu un bien (7,2% et 9,9% respectivement) ou avoir vu un membre de leur famille émigrer (2,5%).

Graphique 4 : Stratégies d'adaptation utilisées par les personnes interrogées



« Régler nos factures d'électricité en retard et rembourser les emprunts vont nous créer des problèmes. Le confinement est maintenant terminé, mais, ironiquement, c'est le confinement des plus pauvres qui commence. Les gens vont venir chercher l'argent qui leur est dû. » - Récupératrice·eur de l'informel à Ahmedabad, en Inde

Les risques pour la santé au travail

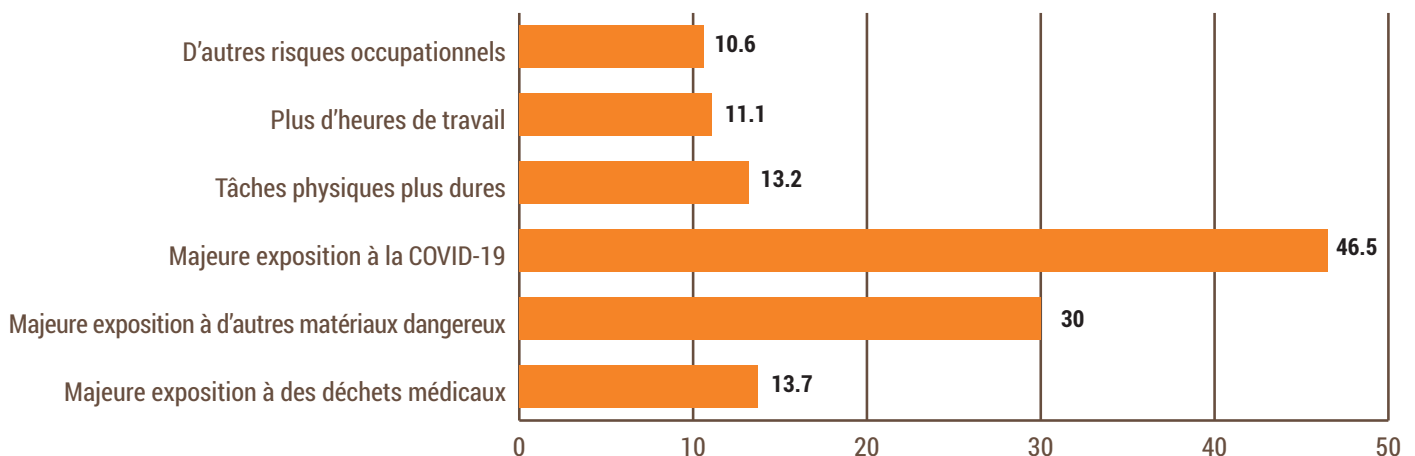
« J'ai peur d'attraper le coronavirus à chaque fois que je vais récupérer des matériaux. Qui va s'occuper de moi si je tombe malade ? Je vis avec beaucoup d'angoisse en ce moment. »
- Récupératrice·eur de l'informel, Ahmedabad, en Inde

La récupération informelle de matériaux est un emploi à forte intensité de main-d'œuvre. D'habitude, les récupératrice·eur·s de matériaux manipulent les matériaux recyclables pour les séparer des déchets solides (c-à-d. les ordures). Avant la pandémie, ces récupératrice·eur·s se confrontaient déjà à de nombreux risques pour leur santé, y compris l'exposition à des déchets médicaux, dangereux ou insalubres, des douleurs et traumatismes physiques et le harcèlement de la part de la population et des autorités.

L'étude menée par WIEGO a évalué l'exposition des récupératrice·eur·s aux risques pour la santé au travail durant juin et juillet (post-confinement), en les comparant au mois d'avril (la période pointe de confinement). Elle révèle que, pendant la période allant de février à juin, la plupart de récupératrice·eur·s ont constaté une accentuation des risques : 61% ont évoqué plus de risques au travail après le confinement et un tiers (31,5%) n'a déclaré aucun changement.

En juin et juillet 2020, par rapport au mois d'avril, les récupératrice·eur·s ont évoqué une exposition accrue au virus SARS-CoV-2 (46,5%), aux déchets médicaux (13,7%) et à d'autres matériaux dangereux (30,0%). En outre, 13,2% et 11,1% ont respectivement constaté un accroissement dans l'intensité du travail physique dur et un allongement du nombre d'heures de travail pendant la période post-confinement et comparé à la période pointe.

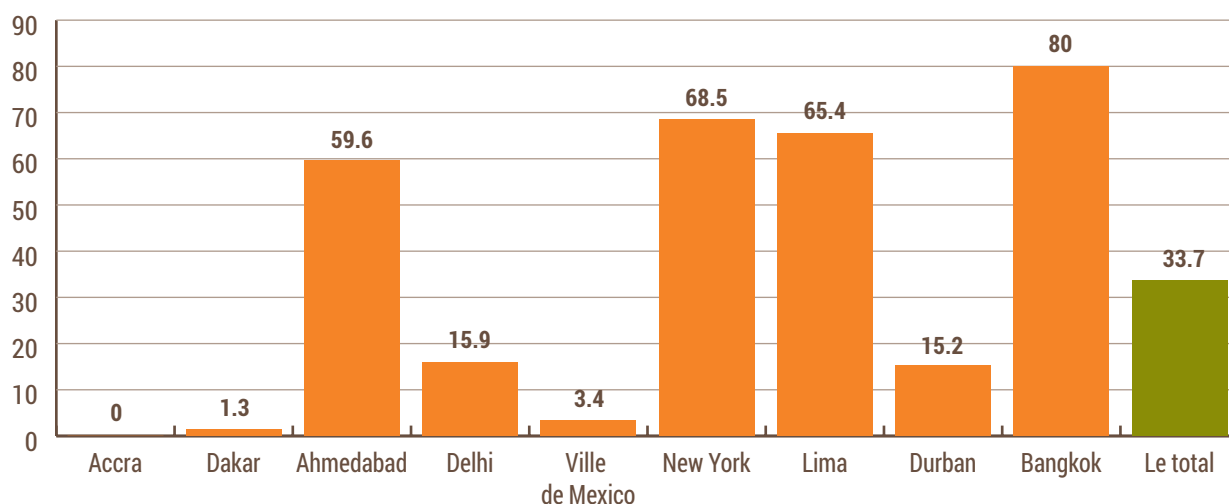
Graphique 5 : Risques en matière de santé au travail déclarés par les personnes interrogées



(Manque de) Soutien du gouvernement

Traditionnellement, les récupérateur·e·s de matériaux reçoivent très peu de soutien des pouvoirs publics aux niveaux local et national. L'étude menée par WIEGO a fait apparaître que – même si leurs organisations se sont fait connaître ces dernières années dans de beaucoup de villes et pays– un grand nombre n'ont bénéficié d'aucun soutien du gouvernement au cours des premiers mois de la pandémie.

Graphique 6 : Pourcentage de récupérateur·e·s ayant reçu des subventions en espèces de la part du gouvernement



Environ deux tiers des récupérateur·e·s n'ont bénéficié d'aucune subvention en espèces, ni d'aide à la reprise ou d'aucune autre forme d'aide monétaire versée par le gouvernement. De la même manière, plus de la moitié (56,6%) n'a pas reçu d'aide alimentaire publique. Les raisons de ceci varient largement d'une ville à l'autre. Dans quelques-unes, notamment à Accra, Dakar et Mexico, l'aide a été largement inexistante. À Durban, par exemple, le manque de documentation et le manque de services et appareils numériques les ont empêché·e·s de bénéficier de l'aide. À Lima, pour sa part, de nombreuses personnes interrogées n'y ont pas eu accès parce que la documentation officielle ne les avait pas répertoriées ou couvertes. Enfin à New York, le statut d'immigré s'est avéré être un obstacle pour au moins la moitié des récupérateur·e·s de matériaux.

« On paie nos impôts, mais on ne reçoit aucune aide gouvernementale. On n'a pas de prestations de sécurité sociale ou de droits au chômage. » - Récupérateur·e·ur de l'informel à New York, aux États-Unis

« Alors oui, bien sûr que c'était difficile pour les gens qui ont besoin de travailler tous les jours pour pouvoir s'acheter de quoi manger et de quoi boire. Ces personnes seraient sans doute touchées s'il faut qu'elles restent à la maison pendant deux mois à cause du confinement. Le gouvernement nous a donné des rations, du riz et du blé, mais on ne peut pas manger que du riz ou du blé, non ? On a besoin d'autres choses : des légumes, des épices, du gaz pour cuisiner ; il reste encore tout ça à acheter. C'est pour ça que je m'inquiétais. D'où je vais sortir l'argent pour tout ça ? » - Récupérateur·e·ur de l'informel à Delhi, en Inde

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle est un travail collaboratif entre le réseau mondial Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation (WIEGO, par son acronyme en anglais) et des organisations partenaires locales représentant des travailleuse·eur·s de l'informel à 12 villes : Accra, Ghana ; Ahmedabad, Inde ; Bangkok, Thaïlande ; Dakar, Sénégal ; Dar es Salaam, Tanzanie ; Delhi, Inde ; Durban, Afrique du Sud ; Lima, Pérou ; New York, États-Unis ; Pleven, Bulgarie ; Ville de Mexico, Mexique ; et Tiruppur, Inde. Cette étude longitudinale à méthodes mixtes comprend des enquêtes à des travailleuse·eur·s de l'informel et des entretiens semi-structurés avec des leaders de ces travailleuse·eur·s et d'autres informatrice·eur·s clé·e·s, menés par téléphone. La deuxième phase sera effectuée au premier semestre de 2021. Pour de plus amples renseignements, visitez wiego.org/etude-sur-la-crise-de-la-covid-19-et-leconomie-informelle.

Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies – en particulier des femmes – dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez français.wiego.org.



Ce travail a été effectué à l'aide d'une subvention du **Centre de recherches pour le développement international**, Ottawa, Canada. Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ni de son Conseil de Gouverneurs.

